

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

1 7 ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Commission d'enquête sur les défaillances des politiques publiques de prise en charge de la santé mentale et du handicap et les coûts de ces défaillances pour la société

- Audition, ouverte à la presse, de Mme Miel Abitbol et
M. Guirchaume Abitbol 2
- Présences en réunion..... 16

Mercredi
1^{er} octobre 2025
Séance de 10 heures 30

Compte rendu n° 23

SESSION ORDINAIRE DE 2025-2026

**Présidence de
Mme Nicole Dubré-Chirat,
Présidente,**



La séance est ouverte à dix heures quarante.

La commission auditionne Mme Miel Abitbol et M. Guirchaume Abitbol.

Mme la présidente Nicole Dubré-Chirat. Nous accueillons Miel Abitbol, influenceuse, et son père, Guirchaume Abitbol, qui ont créé l'application Lyyнк, dédiée au bien-être des jeunes.

Avant de vous céder la parole pour un propos liminaire puis un temps d'échanges, je vous remercie de nous déclarer tout intérêt public ou privé de nature à influencer vos déclarations.

Je vous rappelle également que l'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires impose aux personnes auditionnées par une commission d'enquête de prêter serment de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité.

(Mme Miel Abitbol et M. Guirchaume Abitbol prêtent successivement serment.)

Mme Miel Abitbol. Je m'appelle Miel Abitbol, j'ai 18 ans, je suis présente sur les réseaux sociaux et j'ai cofondé Lyyнк, une application et une fondation dédiées à la santé mentale des jeunes. Ce projet est né à la suite d'épreuves personnelles très compliquées – harcèlement, agressions – et aux problèmes de santé mentale auxquels j'ai dû faire face plus jeune, entre 12 et 15 ans. Le chemin de la guérison a été très intense, très compliqué – hospitalisations, parcours psy, j'ai fait la totale. Mon père et ma mère m'ont accompagnée dans ces moments-là. C'est un combat que j'ai partagé ouvertement sur les réseaux sociaux, car c'est un endroit où j'arrivais à exprimer librement ce que je vivais et ce que je ressentais. Au fil du temps, j'ai heureusement commencé à aller mieux, et j'ai alors partagé davantage des conseils, les choses positives qui m'avaient personnellement aidée. Mener un projet en faveur de la santé mentale des jeunes était un peu la concrétisation de ce cheminement.

Avec mon père et Claire Morin, médecin psychiatre, nous avons commencé à réfléchir à une application comme j'aurais aimé en avoir lorsque j'étais plus jeune. Lyyнк est une *safe place*, une application que les jeunes peuvent utiliser au quotidien pour prendre soin d'eux : grâce au compteur de sobriété, ils peuvent s'y fixer des objectifs en cas d'addiction ; ils peuvent y tenir un journal intime, se connecter avec un parent ou un adulte de confiance pour recréer du lien.

Parallèlement, nous avons créé une fondation qui œuvre pour la prévention en santé mentale. Au-delà des réseaux, nous intervenons lors d'événements ou de conférences. Pour l'application comme la fondation, on est à fond sur la prévention : nous sommes convaincus qu'elle est essentielle en matière de santé mentale, car elle pourrait éviter la survenue de nombreux problèmes.

M. Guirchaume Abitbol. Je suis le père de Miel. J'ai 50 ans, je suis un ancien de la tech. J'ai pris ma retraite à 43 ans, et j'ai donc passé mes premières années au calme à m'occuper de ma fille, qui était dans une situation extrêmement compliquée et inquiétante. Ses problèmes m'ont mobilisé à 100 % – en effet, il faut avoir bien conscience que les problèmes de santé mentale chez les jeunes ont de lourdes conséquences sur la famille et l'entourage, notamment sur le travail des parents.

Lorsque Miel m'a parlé de son projet, je l'ai immédiatement suivie, d'autant que j'avais les compétences tech pour le lancer. Notre démarche est vraiment orientée vers la prévention primaire. On voit bien que notre système de soins est complètement saturé : il est difficile d'obtenir un rendez-vous, en particulier dans les organismes publics – les CMP (centres médico-psychologiques). Or le meilleur moyen de libérer des places pour des pathologies non évitables qui nécessitent un suivi pédopsychiatrique, comme les TDA ou les TDAH (troubles du déficit de l'attention, avec ou sans hyperactivité), c'est de faire en sorte qu'un maximum de jeunes aillent bien et n'aient pas besoin d'un parcours psy. Un jeune qui est bien dans ses baskets évitera peut-être les troubles anxieux, et la dépression qui s'ensuit dans 70 % des cas.

Nous essayons d'intervenir le plus tôt possible et de développer une culture de la santé mentale positive et du bien-être : pour que les jeunes affrontent leur adolescence dans de meilleures conditions qu'aujourd'hui en apprenant à se connaître et à prendre soin d'eux.

Mme la présidente Nicole Dubré-Chirat. Avant toute chose, nous sommes très contents que vous alliez bien aujourd'hui, Miel. De personne ayant besoin de soins, vous êtes devenue celle qui conseille les autres. Quels contenus utilisez-vous pour transmettre vos conseils ? À quel public vous adressez-vous ?

Surtout, comment percevez-vous votre statut ? À quel titre donnez-vous des conseils ? Sur les réseaux sociaux, la parole d'une personne lambda semble avoir autant de valeur que celle d'un scientifique – nous l'avons vu pendant le covid. Vos contenus ont un impact important sur les personnes qui vous écoutent, mais vos conseils ne sont peut-être pas toujours adaptés.

Mme Miel Abitbol. Comme je l'ai expliqué, nous travaillons avec le Claire Morin, médecin psychiatre et cofondatrice de Lyyнк. Nous diffusons nos contenus sur les réseaux sociaux car c'est le meilleur moyen, aujourd'hui, de parler aux jeunes, qui sont notre cible. Nous travaillons également beaucoup avec des créateurs de contenus sur les réseaux qui ont de grosses communautés, et dont la voix porte plus que celle d'une personne lambda.

Nous abordons de nombreux sujets ayant un impact sur la santé mentale des jeunes – l'école, les relations avec les parents. Du simple coup de mou à l'envie de se faire du mal, qui touche bien plus de jeunes qu'on ne le pense, nous essayons de donner les meilleurs conseils possible. Nous proposons des solutions dont le bénéfice a été prouvé scientifiquement. Ces contenus sont travaillés avec le Claire Morin, qui s'y connaît vu qu'elle est psychiatre – c'est quand même mieux ! Ils incitent les jeunes à prendre soin d'eux, à parler, à extérioriser.

Il s'est creusé un énorme fossé entre les jeunes et les adultes de la génération de mes parents, voire des adultes plus jeunes qu'eux. Bien sûr, il y a eu l'arrivée du numérique et le développement des réseaux sociaux, mais beaucoup d'autres choses ont changé. La communication entre les jeunes et leurs parents est extrêmement compliquée – c'est un problème qui revient beaucoup dans les témoignages. De nombreux jeunes ont tendance à s'isoler lorsqu'ils ne vont pas bien, mais ce faisant, ils perdent leurs repères, leurs liens sociaux, et se renferment encore plus. C'est un cercle vicieux : t'es tout seul, personne ne t'aide, donc tu n'oses parler à personne, etc.

L'importance d'extérioriser est souvent sous-estimée. L'objectif de Lyyнк, c'est d'inciter à recréer des relations de confiance avec les parents : ils ont un rôle gigantesque à jouer dans le bien-être de leur enfant, mais il est trop souvent minimisé. D'ailleurs, lorsqu'un jeune consulte un psy, celui-ci demande généralement à voir aussi les parents pour leur

expliquer comment bien gérer les choses. C'est ce lien essentiel entre parent et jeune qu'on essaie de développer au maximum, sur les réseaux sociaux puisque c'est là que les jeunes sont le plus à l'aise pour parler. Il faut qu'ils puissent se livrer sur ce qu'ils vivent avant qu'il soit trop tard. Quand j'étais plus jeune, mes parents n'avaient aucune idée de ce que je vivais, ils ont tout appris sur un lit d'hôpital après ma tentative de suicide : pas très cool, comme façon d'apprendre que sa fille ne va pas bien et qu'elle se fait harceler à l'école, mais c'est comme ça que les choses se sont passées pour moi. J'avais toujours eu de très bonnes relations avec mes parents, mais il n'y avait pas vraiment ce lien de confiance, ce côté « Si ça ne va pas, ou si tu as fait quelque chose qu'il ne fallait pas faire et que tu es dans une mauvaise passe, tu peux nous en parler ». Et j'ai tout gardé pour moi.

La peur de parler, de pas être compris par les parents, revient beaucoup dans les remarques des jeunes. C'est aussi cette incompréhension entre les générations qu'on essaie de briser. Mais pour cela, c'est aux parents de se mettre à la page sur ce qu'est la vie des jeunes aujourd'hui, de comprendre ce que sont les réseaux, pourquoi ils sont importants. Il y a une raison pour laquelle on passe autant de temps sur notre téléphone : on y crée des liens sociaux. Il faut recréer le lien entre les générations, qui a quasiment disparu.

M. Guirchaume Abitbol. Lyynk n'est pas une application de soins, et n'est d'ailleurs pas référencée comme telle : c'est une application de prévention, qui sert à aider les jeunes à bien se connaître et se comprendre. Nous ne donnons pas de solutions miracles : nous essayons de motiver le jeune à se prendre en charge et à aller chercher de la ressource auprès d'adultes. Nous sommes très attentifs à ce que les contenus ne risquent pas de déclencher une crise – crise suicidaire, scarification. Tous les contenus sont imaginés selon une démarche positive, et validés avant diffusion : pas question de jouer les apprentis sorciers. On aide le jeune à se renforcer, à créer des stratégies pour quand ça ne va pas.

Notre mission, c'est d'intervenir en amont : l'application n'a pas vocation à se substituer à des soins dispensés par des professionnels, c'est seulement un outil supplémentaire à disposition des jeunes qui ne vont pas bien – et ils sont nombreux. Beaucoup l'utilisent au quotidien, il leur permet de suivre l'évolution de leur état, de savoir depuis combien de temps ils ont réussi à ne pas pleurer, à ne pas s'automutiler – une tendance très fréquente chez les jeunes ; de se challenger aussi, pour essayer d'avancer. Mais on leur dit toujours que lorsqu'on ne va pas bien, qu'on est atteint de troubles anxieux ou dépressifs, il faut être accompagné par un professionnel de santé, il faut aller chercher de la ressource. Et quand on a 12, 13, 14 ans, la première ressource pour trouver de l'aide et être ensuite orienté, ce sont les parents.

Nous menons aussi un gros travail de prévention auprès des parents. Nous essayons de les aider à décrypter les situations, à dédramatiser, car ce sont des sujets un peu tabous. Les parents peuvent se sentir en échec, penser que c'est de leur faute si leur enfant ne va pas bien, qu'ils ne s'en sont pas bien occupé, alors que ce n'est pas vrai : ça arrive dans toutes les familles, dans tous les milieux sociaux. Ça arrive même avec des parents bienveillants et disponibles. Mon épouse ne travaille pas, elle est toujours restée à la maison avec nos quatre enfants : nous étions présents, disponibles, nous avons fait plein de choses. Et pourtant, c'est arrivé.

Il est très important de sensibiliser les parents, de leur apprendre à parler à leur jeune, car souvent, les rapports sont dominés par les invectives et les reproches, notamment au sujet du téléphone. Dès que quelque chose ne va pas, c'est forcément de la faute du téléphone – et cette réaction, on la doit aux médias, qui présentent le téléphone comme le diable. Lorsqu'un enfant dit qu'il n'a pas envie d'aller à l'école, qu'il ne se sent pas bien, qu'il est fatigué, on lui répond volontiers qu'il n'a qu'à passer moins de temps sur son téléphone ; mais peut-être

simplement qu'il souffre à l'école, qu'il est en train de développer une phobie scolaire. Il en va de même avec les troubles alimentaires, également très fréquents chez les jeunes filles. On a tendance à répondre : « Mange, ça ira mieux ! ». On a le réflexe d'aller vers des solutions simples, parce qu'elles nous semblent évidentes, mais la réalité est beaucoup plus compliquée. La manière d'approcher le jeune, de lui parler, d'échanger avec lui va permettre de créer le lien nécessaire pour qu'il se confie. C'est un premier pas essentiel et pourtant, souvent, en tant que parent, on s'y prend souvent mal parce qu'on n'a pas été confronté à cela. À notre époque, on devait faire avec nos problèmes, nous n'avions pas le choix. Il faut faire évoluer les dogmes de la société : on peut parler de tout, sans honte. Nous devons être des piliers pour nos enfants, et cela suppose d'avoir un lien fort avec eux.

Mme la présidente Nicole Dubré-Chirat. Que pensez-vous du fait que les jeunes confient leurs difficultés à ChatGPT dans l'espoir de trouver une réponse adaptée à leurs problèmes ?

Vous parlez beaucoup de la place des parents, mais ce n'est pas la seule ressource. Il existe aussi des lieux où les jeunes peuvent s'exprimer, notamment sur certains sujets plus difficiles à aborder en famille. Comment vous assurez-vous que les personnes que vous conseillez vont dans la bonne direction pour obtenir un suivi adapté ? On ne compte plus le nombre de professionnels et coachs en tous genres, dont les conseils prétendument avisés ne sont pas forcément les plus adaptés aux besoins de la personne à un moment donné. Comment vous inscrivez-vous dans le parcours des jeunes ?

Mme Miel Abitbol. Les jeunes se tournent vers ChatGPT parce qu'ils ne trouvent personne pour se confier ou qu'ils estiment que personne ne peut les comprendre et que ChatGPT est plutôt neutre. Ça en dit long sur leur isolement. Pour avoir moi-même interrogé ChatGPT sur tel ou tel problème que je rencontrais, je peux vous dire qu'il apporte des réponses plutôt pertinentes. Lorsqu'on a des proches avec qui on se sent en confiance, avec qui on peut parler de tout, on n'a pas besoin de se tourner vers l'IA ; mais se tourner vers les bots pour parler de ses problèmes ne me semble pas forcément une mauvaise chose, tant que les réponses de l'IA sont modérées, adaptées et inoffensives. Malheureusement, il y a parfois des dérives. L'IA présente aussi l'avantage d'être disponible à toute heure du jour ou de la nuit, dès que le jeune en a besoin. Parfois, on ne parle pas par peur ou honte de dire ce qu'on ressent : on croit qu'on est ouf et qu'on est seul dans ce cas, alors qu'énormément d'autres jeunes ressentent la même chose, même s'ils n'en parlent pas. ChatGPT offre un soutien direct, rapide, disponible.

M. Guirchaume Abitbol. Le simple fait d'écrire son problème, d'extérioriser ce que l'on ressent, fait du bien. Chaque jour, nous recevons des centaines de messages sur Lyyнк ; nous y répondons systématiquement, avec bienveillance, en encourageant les jeunes à se prendre en charge. Ce ne sont d'ailleurs pas toujours des messages de jeunes qui vont mal : certains vont bien, mais se posent des questions existentielles comme on peut en avoir à 12 ou 13 ans, et n'osent pas en parler avec leurs parents. Souvent, les jeunes nous disent que le simple fait d'avoir écrit et reçu une réponse suffit à leur faire du bien : ils se sentent écoutés. D'ailleurs, ils utilisent beaucoup le journal intime disponible dans Lyyнк. C'est important de pouvoir extérioriser tout ce que l'on a en soi, même sans attendre nécessairement une réponse.

Nous ne faisons pas partie du parcours de soins, nous intervenons en amont. Nous ne conseillons pas à un jeune d'aller chez le psychologue ou le psychiatre ; en revanche, nous proposons des contenus expliquant de manière simple et compréhensible, tant par les jeunes que par leurs parents, dans quels cas consulter l'un de ces professionnels. Nous travaillons ces contenus avec différents types de professionnels – psychiatres, neuropsychologues, nutritionnistes lorsque nous abordons les troubles alimentaires.

Les parents ne savent pas toujours quoi faire et n'ont pas toujours accès à l'information. Il faut être bien conscient de l'impact de la précarité sur l'accès aux soins et du niveau de saturation du système de soins. Dans le public, c'est la catastrophe : il faut dix-huit à vingt-quatre mois pour être pris en charge dans un CMP ! Et pour consulter un psychologue, il faut payer. Vous me rétorquerez qu'il y a Mon soutien psy, mais ce dispositif ne référence que 6 000 professionnels dans toute la France : c'est peu. Beaucoup de psychologues refusent d'intégrer le dispositif car leurs honoraires sont alors plafonnés. Et le dispositif n'est pas connu des jeunes, car la communication a été faite sur des canaux institutionnels qu'ils n'écoutent pas. Quelque part, on en est d'ailleurs bien content, car si trop de psychologues intégraient le dispositif et que tout le monde voulait y recourir, cela coûterait encore plus cher à l'État. Mais toutes les familles n'ont pas la possibilité de payer 20 euros pour une séance chez le psy. Elles font alors avec les moyens à leur disposition, et à défaut d'accès aux soins, se tournent vers ChatGPT.

Encore une fois, il faut faire en sorte que davantage de jeunes soient bien dans leurs baskets. Cela implique de comprendre la source profonde du mal-être de la jeunesse – un mal qui ne date pas d'hier, mais que les réseaux sociaux ont contribué à mettre en lumière et à amplifier. Regardez l'état des adultes de notre génération : ne croyez-vous pas que ce sont simplement des jeunes qui n'ont pas été soignés, qui ont porté leurs problèmes jusqu'à l'âge adulte parce qu'à l'époque, il fallait prendre sur soi, que la santé mentale était taboue ? Et aujourd'hui, ce ne sont pas des adultes solides : ils font des burn-outs, des dépressions. Regardez l'état de la santé mentale en France : il n'y a pas que chez les jeunes que ça ne va pas. Mais nos jeunes, eux, aspirent à une vie meilleure. Comment le leur reprocher ? Ils ont raison. Si nous voulons qu'ils soient demain des adultes solides, nous devons les écouter et leur tendre la main.

M. Sébastien Saint-Pasteur, rapporteur. J'ai été très touché par votre témoignage, humainement très intense. En tant que parent, récupérer sa fille sur un lit d'hôpital après une tentative de suicide est une épreuve extrêmement difficile. Votre récit s'apparente à ce que l'on nomme techniquement de la pair-aidance : même si n'est pas votre intention, avoir traversé cette épreuve fait de vous un modèle, un point de repère pour ceux qui sont en difficulté. Avec votre application, vous faites indéniablement œuvre utile. Je suis aussi sensible à la rigueur scientifique de votre démarche, qui s'appuie sur des professionnels de santé. Vous venez d'illustrer que les réseaux sociaux, souvent mis en lumière pour le pire, peuvent aussi produire le meilleur et être utiles, car ils sont un bon canal pour toucher les jeunes, moins sensibles à la communication institutionnelle ou aux pubs du journal télévisé de France 2.

Dans une logique de coûts évités et de meilleure allocation des ressources, cette commission d'enquête s'intéresse particulièrement à la prévention. Or, comme vous l'avez souligné, une prise en charge précoce et un accompagnement rapide peuvent potentiellement éviter des hospitalisations, beaucoup plus coûteuses. Au-delà de la dimension humaine, très forte, il y va donc aussi de la bonne gestion des deniers publics.

Le développement d'une plateforme et la création de contenus coûtent de l'argent. Pouvez-vous nous en dire davantage sur le modèle économique de votre projet ?

Vous avez indiqué recevoir des centaines de messages chaque jour. Pouvez-vous nous donner quelques indicateurs chiffrés sur votre public ? Touchez-vous seulement des jeunes ? Pour vous développer et toucher de nouveaux publics, envisagez-vous de nouer des partenariats avec des personnes qui animent une communauté ? Je crains qu'un partenariat institutionnel soit davantage un frein qu'une aide.

Comme ceux qui témoignent des troubles du comportement alimentaire ou de la vie avec un frère atteint de troubles autistiques, le côté réel et concret de votre expérience majeure votre impact sur l'audience. C'est difficilement mesurable de manière scientifique, mais pensez-vous que vos contenus apportent une réelle plus-value aux jeunes ?

M. Guirchaume Abitbol. Le modèle économique est simple : c'est moi – et c'est un peu un sujet, d'ailleurs. Comme je l'ai dit, j'ai pris ma retraite jeune, après avoir fait fortune dans la tech. Je suis très content d'utiliser mon argent intelligemment, comme quoi on peut en faire bon usage, même si tout cela n'est pas déductible des impôts – mais c'est un autre sujet.

Dès le départ, nous avons choisi que l'application soit gratuite pour les jeunes : pas de pub, pas d'utilisation des données, pas d'abonnement. C'est une *safe place* : tous les jeunes doivent pouvoir l'utiliser seuls, même si c'est évidemment mieux de pouvoir se connecter avec un adulte. Nous avons décidé de demander plutôt une contribution aux parents : s'ils veulent se connecter à leur jeune, ils doivent souscrire un abonnement à 7 euros par mois. Nous ne sommes pas très satisfaits par ce modèle : non seulement il rapporte peu, car nous ne touchons pas encore beaucoup les adultes, mais en plus certains parents qui voudraient se connecter à leur jeune n'en ont pas les moyens. Je ne vous cache pas que nous avons offert un paquet d'abonnements gratuits aux parents qui nous ont fait part de leurs difficultés : je ne peux pas priver un parent qui veut aider son jeune, ça n'aurait aucun sens au regard de la mission que nous nous sommes fixée.

Lyynk me coûte 100 000 euros par mois – c'est moi qui paie. Mais pour continuer de nous développer à plus grande échelle, nous devons trouver un modèle économique plus pérenne. Pour l'instant, nous sommes seize à travailler sur Lyynk, mais il faudrait que nous soyons cinquante. Nous avons d'autres idées d'applis très utiles et très attendues, notamment par les professionnels en santé mentale. Par exemple, nous voulons développer une application qui permette aux psys d'avoir un *feedback* des jeunes entre les séances. Les jeunes ne vivent ni au passé, ni au futur : ils vivent au présent, et les psys ont toutes les peines du monde à obtenir le matériel pour travailler pendant les séances, car le jeune a oublié qu'une semaine avant, il était en train de pleurer dans les toilettes parce qu'il avait été harcelé.

Comme nous n'étions pas satisfaits de faire payer un abonnement aux parents, nous avons changé le modèle et développé une offre pour les établissements scolaires – du primaire au supérieur –, qui permet à tous les parents de l'établissement d'accéder gratuitement à l'application. Dans cette version, nous avons ajouté un baromètre de la santé mentale. Après tout, pourquoi classer les écoles sur le plan académique et pas sur celui du bien-être ; comme cela existe déjà pour les entreprises ? Le bien-être serait-il réservé aux adultes ? Je pense au contraire que ça s'inculque très jeune. Nous avons également prévu un outil de signalement anonyme des risques de violence ou de harcèlement. L'objectif, c'est que l'application devienne le point central de connexion du jeune.

Mais nous nous sommes heurtés à de nombreuses difficultés pour déployer cette offre dans les établissements, en particulier dans le public. Honnêtement, travailler avec les pouvoirs publics, c'est cauchemardesque : les procédures sont extrêmement lourdes, compliquées et longues. Certaines régions veulent travailler avec nous mais il faut six mois de procédures. Pourtant, vu l'état de la situation, nous n'avons pas dix ans devant nous ! Aujourd'hui, il n'existe aucune solution de prévention concrète qui s'adresse directement aux jeunes. Qu'attendons-nous pour faire quelque chose ? Il y a trois ou quatre mois, Élisabeth Borne parlait de sensibiliser les enseignants au sujet de la santé mentale, avec des projets à l'horizon 2027 ou 2028. Nous avons des contenus prêts, ils font partie du pack que nous proposons aux écoles, ça ne coûte pas grand-chose : on attend quoi ? Quatre cents jeunes se suicident tous les ans, il faut réagir !

Parallèlement au développement de l'offre pour les écoles, nous discutons beaucoup avec les mutuelles et les complémentaires santé pour que l'accès à l'application soit pris en charge dans les contrats.

Aujourd'hui, le projet est très loin d'être rentable. Je continue de le financer, mais à terme, il faudra trouver d'autres sources de financement. Nous ne voulons pas vivre de subventions : nous sommes attachés à notre liberté, parce que nous travaillons vite. Le partenariat public-privé serait une bonne solution, mais lorsque nous sommes venus voir les parlementaires au début du projet, ils nous ont claqué la porte au nez au motif que nous étions une entreprise privée. Pourquoi ? Pourquoi ne pouvons-nous pas travailler ensemble ? Nous travaillons d'une autre manière, à une autre vitesse, et pour atteindre les jeunes, nous passons par des canaux que vous n'aurez jamais : les réseaux. Je ne comprends pas ce frein au partenariat public-privé. C'est choquant et dommage, parce que le but ultime, la préoccupation qui devrait tous nous habiter, c'est l'intérêt du jeune.

Mme la présidente Nicole Dubré-Chirat. Si j'ai bien compris, vous avez développé un système de fidélisation, puisque les parents doivent s'abonner. Vous vous inscrivez dans un circuit beaucoup plus long qu'un usage ponctuel.

M. Guirchaume Abitbol. C'est presque un service permanent.

Mme la présidente Nicole Dubré-Chirat. Vous avez développé un baromètre de la santé mentale, une plateforme de signalement. Avez-vous conscience que des outils similaires existent déjà ? Êtes-vous en lien avec les autres acteurs ? Si chacun développe son outil, nous allons avoir du mal à coordonner nos actions.

M. Guirchaume Abitbol. Il n'y a pas de baromètre de santé mentale dans les établissements scolaires.

Mme la présidente Nicole Dubré-Chirat. Il y en a un au niveau national.

M. Guirchaume Abitbol. Mais l'important, c'est de le décliner à l'échelle de chaque établissement, pour que chacun, à son niveau, puisse savoir si la situation s'améliore ou se dégrade et décide des actions les plus adaptées à l'évolution. Nous proposons d'ailleurs différents plans d'actions de prévention. Notre offre prévoit également la création d'un comité de bien-être au sein de l'établissement pour discuter de ces sujets.

Nous avons proposé de nous associer au programme Phare – programme de lutte contre le harcèlement à l'école –, qui est bien beau, mais ce qu'il propose n'est pas suffisant. Pensez-vous vraiment qu'un jeune de 13 ans qui est en classe et aperçoit un couteau dans le sac de son camarade ira voir le CPE – conseiller principal d'éducation – pour le signaler ? L'application, en revanche, lui permettrait d'informer anonymement le chef d'établissement : c'est plus facile, car les jeunes ont peur de dire les choses en face. Bien sûr, il y aura quelques dérives, et peut-être que certains, au début, feront de faux signalements. Mais si l'outil permet d'éviter des drames, alors le bilan restera plutôt positif.

Mme Miel Abitbol. L'application Lyyink a 300 000 utilisateurs. Le jour où nous l'avons lancée, le 12 septembre 2024, elle était numéro un sur l'App Store, devant ChatGPT et même devant Pronote, avec 150 000 téléchargements et 100 000 comptes créés en moins de vingt-quatre heures. C'était l'un des plus gros lancements d'application de la French Tech. En voyant ces chiffres, nous nous sommes dit que l'application répondait vraiment à un besoin et que les jeunes étaient demandeurs de solutions et d'outils pour aller mieux, pour aller de l'avant et pour prendre soin d'eux.

Nous sommes aussi présents sur les réseaux, où nous avons plus de 500 000 abonnés qui suivent nos vidéos au quotidien, toutes communautés cumulées – TikTok, Instagram et YouTube. Ça fait du monde, d'autant qu'il n'est pas évident de parler de santé mentale sur les réseaux. C'est un sujet qui repousse un peu, en tout cas qui ne fait pas de buzz. Sur mes propres réseaux, je suis à plus de deux millions d'abonnés sur TikTok et près de 800 000 sur Instagram. Ça montre que nous touchons les bons jeunes et que ceux qui nous suivent en ont besoin.

M. Sébastien Saint-Pasteur, rapporteur. Pour vous donner un peu d'espoir en matière d'acculturation de l'éducation nationale, sachez que Pronote est privé... Il est vrai que le lien entre public et privé n'est pas toujours facile, car il interroge les modèles existants. Il faut peut-être concéder une part de liberté.

Nos travaux sont guidés par le souci d'investir des champs de réflexion hors des segments classiques. Nous avons conscience qu'il faut investir les réseaux sociaux, qui sont difficiles à appréhender pour les pouvoirs publics, si nous voulons toucher des jeunes et faire de la prévention.

L'idée d'un classement des établissements en fonction de la santé mentale des élèves pose des difficultés car, contrairement aux pays anglo-saxons, nous n'avons pas la culture des classements entre les établissements ; nous n'avons qu'un indice de position sociale (IPS). Il faut que ces éléments soient travaillés, réfléchis et régulés avec les acteurs publics, qui ont parfois leurs rigidités mais apportent aussi une certaine plus-value.

La question centrale est la suivante : comment toucher les jeunes et les familles en difficulté, soit parce que les délais de prise en charge sont trop longs, notamment dans les CMP, soit par manque de psychologues ? On a tendance à présenter l'intelligence artificielle comme la nouvelle frontière de la santé mentale et il est vrai que certains outils ont prouvé leur robustesse, même s'il nous revient de les interroger – nous ne sommes pas là pour faire la promotion de votre projet. Je néanmoins suis sensible à ce que vous avez réussi à apporter : dépasser ChatGPT en nombre de téléchargements, ce n'est pas rien.

Mme Chantal Jourdan (SOC). Je vous remercie pour votre témoignage. Comment faites-vous face à des réseaux sociaux qui prônent des comportements et des attitudes problématiques ? Nos collègues ont formulé des préconisations à l'issue de la commission d'enquête constituée pour étudier les effets de l'un de ces réseaux sur la santé psychique : quel est votre avis ?

Que pensez-vous du projet d'étendre aux jeunes les premiers secours en santé mentale ?

M. David Magnier (RN). Je vous remercie de nous avoir raconté votre histoire, qui est très touchante, et pour la présentation de Lyyнк. À l'époque où vous avez subi ce harcèlement scolaire, avez-vous eu l'occasion d'en parler au sein de l'établissement ? N'a-t-il pas été repéré par l'éducation nationale ? Des personnes ont-elles essayé de vous approcher pour en parler avec vous ? Et monsieur Abitbol, en tant que papa, aviez-vous repéré des signes avant le passage à l'acte de votre fille ? Il existe un projet de lutte contre le harcèlement au sein de l'éducation nationale ; reste à savoir si le harcèlement est réellement décelé.

M. Frédéric Maillot (GDR). Je ne connaissais ni votre parcours, ni votre application avant cette audition. J'en ai discuté brièvement avec des amis qui suivent votre page. Je ne sais pas si c'est le père ou le député que je suis qui a été le plus touché : quand j'entends parler de relations public-privé, c'est le député ; quand j'entends votre fille, c'est le père. On dit souvent que le malade devient expert de sa maladie. Je pense que c'est le cas.

Avez-vous un lien avec le représentant de Meta en France ? Je crois qu'Instagram est le réseau préféré des jeunes français. Il y a peut-être un lien à créer. Nous allons militer pour un lien public-privé, mais il y a sans doute un lien privé-privé à établir avec les plateformes qui gèrent Instagram et Facebook pour qu'elles fassent la promotion de votre application, non pas pour faire du chiffre, mais pour le bien-être et la santé mentale de nos jeunes, car vous rendez service à la nation en venant en aide à ceux qui ne peuvent pas parler à un adulte et préfèrent le faire via leur téléphone. C'est triste à dire, mais l'une de nos collègues disait récemment que le téléphone est le premier doudou qu'on caresse au réveil et le dernier qu'on caresse avant de s'endormir. Il est cet être omniprésent qui n'a pas d'émotions, mais à qui on confie les siennes.

Mme Miel Abitbol. Nous communiquons beaucoup sur TikTok, Instagram, Facebook et YouTube pour prôner un usage responsable des réseaux sociaux : par exemple, si tu vois une vidéo que tu n'aimes pas, *swipe* au lieu d'écrire un commentaire haineux. Nous publions des contenus sur le cyberharcèlement, sur les algorithmes toxiques et sur toutes les dérives des réseaux pour qu'ils se rendent compte de leur impact.

Un format qui marche bien, c'est la réaction aux cas qui impliquent de gros créateurs de contenus. Quand Léna Situations subit du cyberharcèlement, nous réagissons pour expliquer ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire, ce qu'on peut cautionner et ce que l'on ne peut pas cautionner. Nous leur disons qu'à partir d'une certaine heure, il faut aller se coucher et qu'il vaut mieux couper les réseaux une heure avant. Ils en font l'usage qu'ils veulent, mais ce sont les messages que nous faisons passer.

Mme Chantal Jourdan (SOC). Connaissez-vous les premiers secours en santé mentale ?

M. Guirchaume Abitbol. C'est très bien qu'il y ait des élèves référents. Nous avons nous-mêmes créé un programme d'ambassadeurs qui impliquait 2 500 personnes – sans agrément, parce qu'il faut cinq ans pour obtenir une certification de l'éducation nationale et que c'est un cauchemar. Nous l'avons donc fait en sous-marin, parce que nous n'attendons pas pour agir. Les ambassadeurs menaient des actions dans l'établissement avec ou sans l'accord du chef d'établissement.

C'est une bonne chose qu'il y ait des premiers secours en santé mentale. Mais cela veut dire qu'on a déjà tout raté : on soigne au fur et à mesure les jeunes qui ne vont pas bien tout en laissant l'hémorragie continuer. Ce que nous voulons, c'est que les jeunes restent bien. Que peut-on faire pour qu'ils aillent mieux ? Cela répond à une autre de vos questions sur le harcèlement : un jeune qui est bien dans ses baskets, qui est bien dans sa tête, c'est un jeune qui ne harcèle pas. On ne devient pas harceleur gratuitement – ou alors, c'est parce qu'on ne se rend pas compte que c'est du harcèlement.

Je vous invite à lire le Livre blanc que nous avons publié et qui propose des mesures concernant l'école et les réseaux sociaux et la création d'un code des usages numériques. Nous l'avons envoyé au président de la République et nous avons beaucoup discuté avec ses conseillers ; nous voulions aussi monter un groupe de travail sur le sujet à l'Assemblée, mais nous travaillions avec un député qui a été battu après la dissolution. L'idée est de réguler l'usage des réseaux pour les très jeunes, avec des sanctions éducatives officielles ; évidemment, on ne parle pas de sanction pénale, mais d'une interdiction d'utiliser les écrans pendant quinze jours si le jeune a insulté quelqu'un sur les réseaux.

On a d'ailleurs tendance à tout mettre sur le dos des réseaux, mais il ne faut pas oublier que le premier vecteur de cyberharcèlement en France n'est ni TikTok, ni Instagram, ni YouTube. D'après l'enquête e-Enfance sortie il y a quelques mois, dans 44 % des cas, c'est WhatsApp, que les parents sont bien contents d'installer sur le téléphone de leur enfant pour savoir s'il est bien arrivé à l'école.

Il y a aussi la pression scolaire : 53 % des jeunes considèrent que l'école est leur principale source de stress, d'après une autre enquête de la fondation Ramsay Santé. Nous avons proposé des choses pour l'école : la modification des rythmes scolaires, la création d'un cours d'engagement citoyen où des intervenants pourraient sensibiliser les jeunes à la santé mentale.

Soigner les jeunes qui ne vont pas bien, c'est comme dire aux gens : « Continuez à fumer, on va former plein de cardiologues. » Il faut agir en amont pour ne plus avoir à les soigner. On parle souvent de santé mentale en pensant au mal-être, mais nous avons tous une santé mentale qui peut être bonne ou mauvaise ; pour qu'elle reste bonne, il faut en prendre soin.

Nous connaissons bien Meta. Nous sommes allés les voir la semaine dernière pour discuter du financement d'un événement que nous essayons d'organiser pour la Journée nationale de lutte contre le harcèlement scolaire, le 6 novembre. Ce type d'événement coûte cher, mais est très important car c'est le seul moyen de toucher les jeunes. Nous en avons un autre, la semaine dernière, auquel nous vous aurions volontiers invités : il y avait les députées Olivia Grégoire et Graziella Melchior, ainsi que le délégué interministériel à la jeunesse, Thibaut de Saint Pol, et 250 influenceurs qui soutenaient notre démarche, car c'est ainsi qu'on touche les jeunes !

M. Frédéric Maillot (GDR). Selon toi, Miel, le problème est-il dû aux réseaux – où tu mènes une action positive – ou bien à l'algorithme qui favorise la morosité chez les jeunes ? J'ai lu que, quand on commence à regarder des vidéos plutôt sombres, il amplifie ce genre de contenus. Le problème de fond est d'enchaîner les vidéos envoyées par l'algorithme. Je me demande si Meta ne pourrait pas développer une application qui préviendrait les parents quand leur enfant a regardé un grand nombre de vidéos qui ne favorisent pas le bien-être et la santé mentale.

Mme Miel Abitbol. C'est tout l'enjeu du débat sur le couvre-feu numérique et sur l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 15 ans, mais nous sommes contre ce genre de solution. Nous sommes persuadés qu'une interdiction revient à mettre la poussière sous le tapis sans régler les problèmes. C'est trop facile de rejeter la faute de la mauvaise santé mentale des jeunes sur les réseaux sociaux, lesquels peuvent aussi avoir un impact positif.

Les algorithmes toxiques sont un sujet complexe. Ils sont horribles. Il m'est arrivé de ne pas aller bien et si, à vingt et une heures, tu regardes une vidéo qui parle de mal-être ou de suicide, TikTok en poussera dix, quinze, vingt ou trente dans la soirée. C'est un cercle vicieux qui enfonce encore plus. C'est pour ça que la régulation des algorithmes toxiques est essentielle : quand tu regardes toute la soirée des vidéos qui parlent de dépression, de mal-être et de suicide, tu ne vas pas t'en sortir très bien après. Mais il y a aussi une part importante d'éducation au numérique. Pourquoi n'apprend-on pas à être des utilisateurs responsables des réseaux sociaux à l'école alors qu'ils font partie de notre quotidien ? Moi, ma vie est sur les réseaux, je parle à tous mes potes dessus. Sans ça, il y aura forcément des mauvais comportements et des dérives. Aujourd'hui, 67 % des 8-10 ans sont déjà actifs sur les réseaux sociaux, d'après e-Enfance. C'est la réalité des choses. Au lieu de répéter que les réseaux sont interdits aux moins de 13 ans et de faire semblant de ne rien voir, il faut leur apprendre à être des utilisateurs responsables.

Je ne défends pas les réseaux sociaux à tout prix en disant qu'ils sont super pour tous les jeunes. Il y a des dérives, c'est une évidence. Il y a des choses très bonnes et d'autres qui sont mauvaises, mais l'interdiction ne règlera pas ces problèmes-là. Les deux points les plus importants sont l'éducation et la régulation des algorithmes toxiques.

M. Guirchaume Abitbol. Ces mesures sont issues de notre Livre blanc. L'idée est d'interdire aux plateformes de pousser des contenus négatifs aux gens qui font des recherches négatives, avec des cabinets d'audit qui contrôleraient mensuellement le parcours utilisateur. Si quelqu'un cherche à perdre 10 kilos en une semaine, il faut pousser l'inverse, avec des vidéos qui lui disent : « Tu as peut-être un problème, il faudrait en parler avec un médecin. » Mais la régulation des algorithmes doit se faire au niveau européen, avec des amendes très lourdes ; sinon, ce sera infaisable, ils n'écouteront jamais la France. L'Europe représente 25 % des revenus de Meta.

Nous proposons également de créer un programme de cours sur l'usage des réseaux à l'école.

Une troisième mesure que nous avons proposée est la création d'une cellule d'écouterants. Actuellement, les deux principales ressources pour les jeunes sont le 3018 et le 3114. Nous avons fait un sondage : 65 % d'entre eux ne connaissent pas l'existence du 3018, ce qui les arrange bien de leur côté car ils n'arrivent pas à répondre à un appel sur deux, faute de moyens. Quant au 3114, il a mauvaise presse sur les réseaux car il ne parle pas de l'anonymat aux jeunes avant qu'ils se confient et, en cas de risque suicidaire important, ils appellent les secours. Heureusement d'ailleurs, sauf que ces jeunes font ensuite des vidéos sur les réseaux dans lesquelles ils disent : « N'appellez jamais le 3114, ils vont envoyer les pompiers chez vous. » Le degré de confidentialité de la conversation doit être exposé dès le départ, sinon on rompt la confiance. Il faut leur dire : « Tu as 13 ans, tu es en train de me dire des choses, mais je te préviens : si je sens que c'est trop grave et trop dangereux, je serai obligé de prévenir tes parents et d'envoyer les secours. »

Nous proposons une capsule sur le modèle de Nightline, la ligne d'écoute des étudiants, adaptée aux plus jeunes, qui envelopperait les écouterants au niveau national et pourrait les rerouter vers le 3018 et le 3114 pour les cas liés au harcèlement ou les risques suicidaires. Cette capsule serait mise à disposition sur toutes les applications, pas seulement sur Lyyink, mais aussi Duolingo, Revive, TikTok et Instagram. Il faut qu'elle soit coordonnée au niveau national et qu'elle soit gratuite, car c'est du soutien aux personnes qui relève du service public.

Mme la présidente Nicole Dubré-Chirat. Connaissez-vous l'âge des personnes qui vous interpellent ? D'après un certain nombre d'études et de missions parlementaires, nous savons que les jeunes vont sur les réseaux et sur WhatsApp de plus en plus jeunes. Cela a un impact sur leur santé, car il n'y a pas de tri concernant l'alimentation des comptes et la prise de photos.

Vous dites qu'il faut que les jeunes aillent bien, et je suis d'accord avec vous. Qui ne le serait pas ? Mais, dans la vie réelle, il y a des problèmes familiaux, sociaux, financiers, qui font que certains enfants ont plus de difficultés que d'autres. Il faut que ces difficultés soient repérées dans les lieux où ils sont : à l'école, il y a une infirmière scolaire, un psychologue ou quelqu'un qui a été formé à la santé mentale qui peut les voir. Cela ne peut pas passer uniquement par le numérique, même si celui-ci a sa place. L'enjeu est de bien se coordonner : si l'on multiplie les numéros, on perd les gens entre deux appels.

M. Guirchaume Abitbol. D'après les statistiques qui seront présentées cet après-midi par l'Institut Montaigne, 25 % des jeunes se disent atteints d'un trouble dépressif. C'est le signe qu'il y a des choses à revoir. L'école publique et privée, telle qu'elle fonctionne, est une machine à mal-être. Les rythmes scolaires fatiguent les jeunes. On dit aux adultes de ne pas travailler plus de trente-cinq heures, mais cela ne dérange personne de coller des heures de devoirs aux jeunes le week-end. Ils n'ont plus suffisamment de temps pour faire du sport ou des activités culturelles, ni même pour ne rien faire, ce qui est important aussi. Les professionnels de santé et les psychiatres le disent bien : le stress est stimulant à condition d'avoir des moments de relâchement. Rester à rien faire, ça fait du bien. Ni les enseignants ni les élèves ne sont heureux de l'école et les résultats sont de moins en moins bons. Il y a une importante réforme à faire ; on le sait mais personne n'ose s'y attaquer, parce que l'éducation nationale est compliquée, tentaculaire.

Je refuse d'accepter le constat que les jeunes vont mal. Beaucoup peut être fait pour qu'ils soient mieux dans leurs baskets, mieux dans leur peau, qu'ils soient mieux compris et pour rapprocher les générations. Aujourd'hui, les générations ne se parlent plus. Depuis le covid-19, les parents n'investissent plus l'école : on les voit moins dans les établissements, et même les réunions parents-professeurs se font en visioconférence. Ce n'est pas normal. Quand on est parent, ces réunions sont très sympa, une occasion de se rendre dans le lieu de vie de ses enfants – moi, j'en ai quatre. C'est ce genre de chose qu'il faut retrouver. Il faut aussi retrouver une coordination entre les parents et les enseignants.

M. Sébastien Saint-Pasteur, rapporteur. Je tiens à replacer les choses dans leur contexte. Notre approche se concentre sur les coûts évités par le fait de trouver le bon niveau d'accompagnement pour les jeunes. Votre discours est très critique sur l'école et je le comprends, mais notre réflexion englobe plusieurs niveaux et plusieurs espaces. Celui des réseaux sociaux est encore assez inconnu de l'éducation nationale, qui en a une lecture parfois caricaturale – vous appréhendez parfaitement cet enjeu – et nous devons sans doute l'investir plus fortement – je ne suis pas sûr que tous les députés comprennent comment fonctionnent les algorithmes.

Toutefois, pour convaincre, il faut montrer qu'on a un impact. La plus-value de votre support tient au fait que vous travaillez avec des professionnels de santé et, surtout, à l'impact que vous avez chez les plus jeunes – outre la qualité des contenus que vous proposez, et que je ne suis pas en mesure d'évaluer. Pour déterminer quelle modélisation est la meilleure pour intégrer Pronote et les dispositifs de prévention du cyberharcèlement, il faudra passer par un dialogue avec l'éducation nationale. Cela implique sans doute de polir un peu votre discours.

En effet, même si le diagnostic de carence est partagé, à certains égards, il faut rappeler que les professionnels de l'éducation nationale qui essaient d'accompagner les jeunes sur le terrain rencontrent des difficultés : classes surchargées, besoins d'accompagnement multiples écartelés entre l'inclusion scolaire des élèves en situation de handicap et les problématiques de réussite éducative, avec des inégalités liées au capital socioculturel des enfants, etc. Ce n'est pas un métier facile. Certes, l'administration a des rigidités, et je considère que les annonces faites sur la santé mentale ne sont pas à la hauteur des enjeux. Je partage aussi le constat que l'école est un lieu exceptionnel, car c'est là que tous les jeunes passent. C'est aussi là qu'il faut proposer un accompagnement adapté à ceux qui ne croiseront pas le chemin de votre application.

Nous sommes preneurs du Livre blanc que vous avez publié. Il n'a peut-être pas eu un écho suffisant – sur les algorithmes toxiques, un large consensus se dégage sûrement. Nous nous intéressons aussi à toute mesure à même d'avoir une incidence sur les principaux

concernés. Nous faisons les mêmes constats que vous : la santé mentale des plus jeunes se dégrade. Une enquête de la Drees, la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, montre que l'augmentation des pensées suicidaires chez les jeunes filles est très inquiétante. Il est un peu rapide et facile d'établir un lien avec les réseaux sociaux, néanmoins il faut s'en préoccuper.

Votre application présente l'avantage de constituer un outil d'analyse, notamment s'agissant des âges et des localisations. Il serait intéressant de poursuivre les travaux engagés par le député avec qui vous avez collaboré lors de la précédente législature.

M. Guirchaume Abitbol. Il faut penser à l'impact financier. La question budgétaire est complexe. La fondation FondaMental et l'AP-HP estiment que le coût, direct et indirect, des maladies mentales s'élève à 163 milliards d'euros par an. Que dépensons-nous en prévention primaire ? Zéro : rien n'est fait. En réorientation et cetera, on fait des choses, mais en sensibilisation, en amont des problèmes, quand les gens vont bien, on ne fait rien, ou pas grand-chose. Or ça mériterait quelques efforts.

Il faut se rendre compte que les coûts sont énormes. Par exemple, quand un jeune ne va pas bien, son parent n'est plus efficace au travail. Tout ce qui évitera la survenue de tels troubles aura forcément de grandes retombées sur les finances publiques, donc permettra d'alléger le système de soins et de lui donner des moyens. On gagne beaucoup à faire de la prévention primaire. Mais, en pratique, on n'en voit pas. Citez-moi des actions en cours : autour de nous, on n'en connaît pas.

La semaine prochaine, pour la Journée mondiale de la santé mentale, nous organisons un événement avec le ministère de la jeunesse. Ils font venir des classes au siège de la MGEN, la Mutuelle générale de l'éducation nationale. Nous leur avons proposé une activité interactive : un petit stand où les jeunes pourront se prendre en photo au polaroïd. On va leur payer les cartouches parce que c'est trop compliqué ! On met en valeur la Journée mondiale de la santé mentale en créant un événement sympa, mais il n'y a rien : même sortir 300 euros, c'est le bout du monde – je vous assure ! On leur a dit : on va vous les payer, ça va être plus simple, parce qu'on n'a pas le temps – c'est dans une semaine, ils s'y prennent un petit peu tard, donc nous, on fait. Mais ce n'est pas à nous de payer ça, vous voyez ce que je veux dire ? Ce genre de choses devrait être beaucoup plus simple parce que, à long terme, toutes ces petites actions auront des effets puissants.

M. Sébastien Saint-Pasteur, rapporteur. La notion de coût évité est au centre de nos travaux mais il est difficile d'évaluer les économies que dégagera la prévention primaire. De multiples enquêtes donnent des estimations mais nous n'avons pas cette culture, plutôt anglo-saxonne.

Grâce aux outils numériques, nous sommes bardés de données à même de nourrir des analyses. Nous avons tous l'intuition qu'on pourrait prévenir des dépenses mais ce discours ne trouve pas sa traduction dans les politiques publiques : le budget de la prévention est insuffisant. Il faut investir largement ce champ, et affaiblir les signaux d'alerte.

Mme la présidente Nicole Dubré-Chirat. Je veux nuancer vos affirmations sur l'éducation au numérique. Depuis plusieurs années, les établissements scolaires la dispensent doublement, aux enfants et aux parents. Certes, cela demande du temps, parce que les enfants sont parfois plus au fait que les parents, que l'imprégnation prend du temps et que le numérique va plus vite que la formation, mais cet enseignement existe.

M. Guirchaume Abitbol. C'est le format qui pose problème. Ces enseignements sont souvent diabolisants : ils ne parlent que des dangers. Le jeune a 12 ou 13 ans et on n'arrête pas de lui dire que c'est dangereux, qu'il y a des pédophiles, et ci et ça : il se dit que c'est bon, qu'il va se débrouiller tout seul.

Notre approche est beaucoup plus positive. Nous travaillons avec des créateurs de contenus. Quand Inoxtag leur dit : les gars, de temps en temps, lâchez votre téléphone et partez à l'aventure, c'est cool, ils l'entendent. Mais quand vous leur dites : attention au sommeil, le téléphone est très dangereux parce que ça va vous empêcher de dormir la nuit, ils se disent que c'est toujours et encore des leçons et des leçons. Il faut peut-être revoir l'approche, pour qu'elle soit un peu plus moderne, un peu plus jeune, pour que ça les touche – c'est ça le but.

Mme la présidente Nicole Dubré-Chirat. Merci pour votre témoignage qui nous donne un autre angle de vue.

La séance s'achève à onze heures quarante-cinq.

Membres présents ou excusés

Présents. – Mme Sylvie Bonnet, Mme Nicole Dubré-Chirat, Mme Chantal Jourdan, M. David Magnier, M. Frédéric Maillot, Mme Joséphine Missoffe, M. Serge Muller, Mme Lisette Pollet, M. Sébastien Saint-Pasteur

Excusé. – M. Charles Fournier